



Réf. : CB/BD/TB/IB A-2025-PM-284

Dossier suivi par : Police Municipale

Tél. : 03.23.84.87.09

Mail : [policemunicipale@ville-chateau-thierry.fr](mailto:policemunicipale@ville-chateau-thierry.fr)

Date : 06/12/2025

**ARRÊTÉ N° A-2025-PM-284**  
**ARRÊTÉ TEMPORAIRE RELATIF AU STATIONNEMENT INTERDIT**

**EMMÉNAGEMENT**  
**10 rue Alberto Gallego**  
**Mercredi 7 janvier 2026**

**Le Maire de la ville de Château-Thierry,**

Vu l'article L 2212-2 du Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la voirie routière,

Considérant la demande en date du 2 décembre 2025 par laquelle la société Aux Bons Déménageurs domiciliée 8 allée des Carrières à COLLEGIEN (77090) sollicite l'autorisation de stationner au droit du 8 et 10 rue Alberto Gallego sur une longueur de 10 mètres en vue d'un emménagement le mercredi 7 janvier 2026 de 7h à 17h,

Considérant qu'il convient de prendre les mesures nécessaires à permettre le bon déroulement de l'opération,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : Autorisation**

L'entreprise Aux Bons Déménageurs est autorisée à stationner au droit du 8 et 10 rue Alberto Gallego sur une longueur de 10 mètres en vue d'un emménagement le mercredi 7 janvier 2026 de 7h à 17h, sur la zone délimitée par la signalisation mise en place et dans les conditions énoncées aux articles suivants.

Toute autorisation d'occupation initialement établie et dont la durée s'en trouve réduite ou non effectuée, doit être signalée sans délai à la Police Municipale de Château-Thierry.

**ARTICLE 2 : Stationnement**

Le **stationnement** de tout véhicule sera interdit à l'exception de celui du bénéficiaire, le mercredi 7 janvier 2026 de 7h à 17h :

- Au droit du 8 et 10 rue Alberto Gallego, dans le périmètre défini par la signalisation.

Tout stationnement d'un véhicule en infraction avec ces interdictions, sera considéré comme gênant au sens de l'article R417-10 du Code de la Route.

À défaut de ne pas avoir posé la signalisation dans le délai imparti, si des véhicules sont stationnés en lieu et place, aucun recours légal ne permettra le retrait des véhicules.

**ARTICLE 3 : Signalisation**

Dans le respect des normes en vigueur et **7 jours minimum avant la date de l'évènement ou 24 heures avant la date du début de l'évènement si le stationnement concerné est réglementé sur une zone à durée limitée dite « Zone bleue »**, le bénéficiaire aura la charge en lieu et place du périmètre qui concerne le stationnement interdit, de procéder à l'installation, à l'entretien et à la dépose de la signalisation correspondantes.

Le bénéficiaire doit procéder aux contrôles et vérifications de la zone et doit intervenir à tout moment en urgence pour pallier tout défaut de la signalisation mise en place.

Le présent arrêté devra impérativement être affiché de manière claire et lisible et chacune des pages devra être apposée distinctement des autres, afin de permettre une lecture immédiate à l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 4 : Occupation sans autorisation**

Toute occupation qui sera effectuée sans autorisation initiale ou de prolongation, fera l'objet de sanctions.

Si l'occupant sans titre souhaite maintenir son occupation, il devra la régulariser sans délai en adresse une demande auprès de la Mairie qui instruira le dossier.

**ARTICLE 5 : Autorisation dont la durée prévue est réduite ou non effectuée**

Toute autorisation d'occupation initialement établie et dont la durée s'en trouve réduite ou non effectuée, doit être signalée sans délai.





#### **ARTICLE 6 : Conditions générales**

Le bénéficiaire aura la charge de laisser un passage libre d'accès aux piétons et devra mettre en place la signalisation réglementaire concernant le ou les changements de trottoir.

Toute installation ne doit pas entraver l'écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances et les ouvrages annexes et, d'une façon générale doit préserver la continuité du fonctionnement des services publics et des dispositifs de sécurité.

Le bénéficiaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour permettre en permanence la circulation et l'accès des véhicules de premiers secours et l'accès aux bouches d'incendie.

#### **ARTICLE 7 : Responsabilité**

Le bénéficiaire est responsable de tout dommage, de quelque nature et de quelque importance qu'il soit, causé au domaine public, ou à tout ouvrage public ou aux plantations qui s'y trouvent, ou aux usagers, ou aux tiers, ou aux biens de ceux-ci, de son fait, ou du fait des choses qu'il a sous sa garde, ou du fait de ses préposés, salariés ou non, ou des choses dont ces derniers ont la garde, dès lors que le fait générateur est survenu et que la responsabilité lui incombe.

Le bénéficiaire est tenu de disposer des assurances de responsabilité civile en adéquation au cadre de son intervention.

#### **ARTICLE 8 : Fin de l'occupation**

Le bénéficiaire veillera à conserver les lieux en parfait état de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, le bénéficiaire devra procéder ou faire procéder, à sa charge, la réparation des dommages.

Faute par le bénéficiaire d'observer les prescriptions ci-dessus, il y est pourvu d'office, à ses frais, par la commune, après mise en demeure restée sans effet.

#### **ARTICLE 9 : Non-respect des prescriptions / Retrait d'autorisation**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le bénéficiaire des obligations susvisées ou pour toute autre raison d'intérêt général ou de sécurité.

#### **ARTICLE 10 : Recours administratif**

Le présent arrêté sera transcrit sur le registre des actes municipaux et au recueil des actes administratifs.

Il peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification par courrier recommandé avec accusé de réception devant le tribunal administratif d'Amiens à *Tribunal administratif - 14 rue Lemercier - 80011 Amiens - Cedex 1* ou par voie dématérialisée sur l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :**

- Monsieur le Commandant de Police Nationale de la Ville de Château-Thierry,
- La Direction Générale des Services de la Ville de Château-Thierry,
- La Direction du cabinet du Maire de la ville de Château-Thierry,
- La Direction des Services Techniques de la Ville de Château-Thierry,
- La Direction du service communication de la ville de Château-Thierry,
- Le service du développement économique de la Communauté d'Agglomération de la Région de Château-Thierry,
- Les réseaux de Transports RTHDF et FABLIO/KEOLIS,
- Les services de la POSTE,
- La Direction du service de la Police Municipale,
- L'entreprise Aux Bons Déménageurs,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de son application.

Pour le Maire,

L'adjointe déléguée à la sécurité, la tranquillité publique  
et à l'administration générale,



  
Chantal BONNEAU

Notification le 06.12.2025

Publication le 06.12.2025



DEMANDE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC OU DEMANDE DE STATIONNEMENT SIMPLE - 2025

☐ Prolongation de l'arrêté municipal N° ..... en date du .....  
La demande doit être impérativement retournée à la Police Municipale dans un délai minimum de 15 jours ouvrables avant la date prévue de l'installation

☐ Je soussigné(e) AUX BONS DENEGERS Agissant en nom propre, domicilié(e) 8 allée des Carrières  
77000 COLLEGIEN  
Numéro de Siret (Obligatoire si concerné) W04836572000000  
Tel : 0160350767 ☒ e-mail : contact@auxbonsdenegers.com

ou

☐ Je soussigné(e) ..... Agissant au nom et pour le compte de l'entreprise ..... , domiciliée .....  
Numéro de Siret (Obligatoire) .....  
Tel : ..... ☒ e-mail : .....

☐ DEMANDE D'AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (\*1)

Durée de l'occupation : Du ..... au .....  
Lieu/adresse : .....  
☐ Échafaudage ☐ Clôture de chantier ☐ Benne ☐ Camion avec nacelle ☐ Dépôt de matériaux (nature) .....  
☐ Autre (à préciser) .....  
☐ Sur trottoir ☐ Sur chaussée ☐ Sur trottoir et chaussée .....  
Nature des travaux : .....  
Travaux autorisés par (cocher et compléter) :  
☐ Permis de construire N° ..... ☐ Permis de démolir N° .....  
☐ Déclaration préalable N° ..... ☐ Sans document particulier .....  
Surface d'occupation (en mètres) : Largeur au sol ..... Longueur au sol ..... Soit .....  
Informations complémentaires (ex : avec stationnement de véhicules et précisions) : .....  
.....  
.....

(\*1) Talles présentes au verso

☒ DEMANDE DE STATIONNEMENT SIMPLE  
DÉMÉNAGEMENT OU EMMÉNAGEMENT UNIQUEMENT

Durée de l'occupation : Du 07/01 au 07/01/26  
Horaires : De 7 h à 17 h  
Lieu/adresse : 10 rue Alberto Gallego  
Objet de la demande (emménagement ou déménagement) : emménagement  
Informations :  
Immatriculation(s) + Modèle(s) du ou des véhicule(s) : .....  
Pour véhicules gros gabarit PTAC (Poids total autorisé en charge) - PTR (Poids total roulant autorisé) : .....  
Monte-charge : ☐ oui - ☒ non  
Informations complémentaires : .....

Nota : En cas de fin d'occupation anticipée ou prolongés ou annulés, il est impératif d'en informer la Police Municipale sans délai, et d'adresser un nouveau formulaire de demande d'occupation ou de stationnement